

Point de vue

La Méditerranée : mémoire civilisationnelle et pression environnementale

■ Par Mohammed Taфраouti

Depuis sa formation en tant qu’espace géographique reliant les continents, le bassin méditerranéen a dépassé les frontières naturelles pour devenir un espace dynamique d’interactions environnementales et humaines. Au cœur de cet ensemble, le détroit de Gibraltar s’impose comme un point de rencontre stratégique, traversé à la fois par les courants marins et les espèces biologiques, mais aussi par les trajectoires humaines à travers l’histoire. Cette position singulière a fait de la Méditerranée, depuis des millénaires, un carrefour entre l’Afrique, l’Asie et l’Europe, où ont émergé de grandes civilisations telles que les Phéniciens, les Grecs et les Romains, puis la civilisation islamique, qui en a fait un espace d’échanges commerciaux, de navigation et de circulation des savoirs et des cultures.

Si la Méditerranée a longtemps été un espace de coexistence et de dialogue civilisationnel, elle a également constitué un théâtre de rivalités et de conflits, ce qui lui a conféré une valeur stratégique exceptionnelle à travers les différentes périodes historiques.

Cependant, cette interconnexion naturelle et culturelle qui a caractérisé la Méditerranée pendant des siècles est aujourd’hui confrontée à des défis environnementaux croissants, liés à la pression exercée sur ses ressources naturelles du fait de l’urbanisation, du développement des activités industrielles et maritimes, et de l’intensification de l’exploitation des littoraux et des mers. L’environnement méditerranéen est ainsi passé d’un espace d’équilibre naturel à un milieu confronté à des déséquilibres complexes, nécessitant une refonte des modes de gestion et de protection.

Dans ce contexte, le concept de réserves de biosphère, tel que développé par l’UNESCO, s’impose comme un cadre intégrant la préservation de la biodiversité et le développement durable. La réserve de biosphère transcontinentale de la Méditerranée s’inscrit dans cette dynamique, en tant que modèle avancé de reconfiguration des relations entre l’homme et l’environnement au sein d’un espace partagé, fondé sur l’équilibre entre la conservation des ressources naturelles, le développement socio-économique et le renforcement de la coopération entre les deux rives de la Méditerranée.

De la géographie à la biosphère marine

Tout au long de cette histoire, la Méditerranée a constitué un espace d’échanges culturels et commerciaux entre les peuples, tout en étant une biosphère riche où se sont formés, sur des milliers d’années, des écosystèmes complexes. Les caractéristiques naturelles de cette mer semi-fermée, la diversité de ses fonds marins et l’interaction de ses courants ont permis l’émergence d’une biodiversité exceptionnelle, faisant de ce bassin l’un des plus importants réservoirs de vie marine au monde.

Dans ce contexte, les régions du nord du Maroc s’imposent comme une interface écologique majeure du bassin méditerranéen. Leurs côtes se distinguent par une grande diversité d’habitats, entre baies, estuaires, littoraux rocheux et sableux, ainsi que des herbiers marins et des zones profondes, constituant des espaces essentiels à la reproduction des poissons et des espèces marines. La position du nord du Maroc, à l’entrée du détroit de Gibraltar, lui confère un rôle stratégique dans l’équilibre écologique de la Méditerranée. Mais elle le rend également plus vulnérable à des pressions croissantes telles que la pollution côtière, la surpêche et les effets du changement climatique. Cette situation impose de considérer ce patrimoine naturel comme un élément central de la sécurité environnementale et alimentaire des pays de la région.

Dans ce cadre, la Méditerranée est aujourd’hui appréhendée non seulement comme un espace historique ou géographique, mais comme une biosphère complexe nécessitant des outils scientifiques avancés pour comprendre et préserver ses dynamiques. Des initiatives régionales telles que le projet MedKeyHabitats illustrent cette évolution en recentrant l’attention sur les habitats marins essentiels. Les résultats de ces recherches montrent que la préservation de la biodiversité exige une connaissance fine des fonds marins et de la répartition des espèces, grâce à des technologies telles que le sonar latéral et la bathymétrie.

Ces études ont mis en évidence le rôle crucial d’herbiers marins tels que *Posidonia oceanica* et *Zostera marina*, véritables poumons écologiques de la Méditerranée, contribuant à la production d’oxygène, au stockage du carbone et à la protection des littoraux contre l’érosion. Elles ont également révélé la richesse des écosystèmes coralligènes et la présence d’espèces sensibles comme le corail rouge (*Corallium rubrum*), soulignant la fragilité de cet équilibre face aux pressions humaines et climatiques.

Dans ce contexte, le concept de réserves de biosphère, développé par l’UNESCO, s’impose comme un cadre intégrant la protection de la biodiversité et le développement durable. La réserve de biosphère intercontinentale de la Méditerranée constitue un modèle avancé de reconfiguration des relations entre l’homme et l’environnement, fondé sur la conservation,

le développement socio-économique et la coopération entre les deux rives.

Cette approche ne remplace pas les aires marines protégées de nature juridique et réglementaire, mais les complète par une dimension intégrée de gouvernance environnementale, reliant protection de la nature, développement local, recherche scientifique et coopération transfrontalière, afin d’appréhender la Méditerranée comme un système écologique interdépendant.

Le Maroc : une richesse écologique sous pression

Dans la rive sud du bassin méditerranéen, le Maroc apparaît comme un exemple révélateur de la complexité de la gestion de la biosphère marine, où se croisent enjeux écologiques, développement et pressions sociales. La façade méditerranéenne marocaine, de Tanger à Saïdia, constitue un espace riche en habitats marins diversifiés, notamment dans des zones comme le détroit de Gibraltar et Jbel Moussa, où se rencontrent les courants atlantiques et méditerranéens, générant une forte dynamique biologique. Cependant, cette richesse écologique est soumise à des pressions croissantes liées à l’urbanisation côtière, à l’intensification des activités portuaires, à la pollution industrielle et plastique, ainsi qu’à la surexploitation des ressources halieutiques. Les données scientifiques, notamment celles issues du projet MedKeyHabitats, indiquent que certains habitats sensibles du nord du Maroc, comme les herbiers de *Zostera marina*, sont en régression malgré leur rôle essentiel dans la stabilisation des sédiments et l’abri des juvéniles de poissons. Le changement climatique, à travers l’élévation des températures et l’acidification des eaux, perturbe également les équilibres écologiques, y compris les espèces coralliennes comme le corail rouge (*Corallium rubrum*).



Ces défis environnementaux sont étroitement liés à des réalités socio-économiques, dans la mesure où de nombreuses populations locales dépendent de la pêche artisanale. Toute dégradation des ressources halieutiques a donc un impact direct sur la vulnérabilité sociale. L’absence d’alternatives économiques durables et l’insuffisante implication des communautés locales dans la gestion des aires marines protégées complexifient davantage la situation.

Le détroit de Gibraltar : une biosphère intercontinentale

La Réserve de biosphère intercontinentale de la Méditerranée (RBIM), créée en octobre 2008, couvre près d’un million d’hectares, répartis presque équitablement entre le Maroc et l’Espagne. Au Maroc, la réserve s’étend sur plusieurs provinces : Chefchaouen (32 %), Tétouan (28 %), Larache (23 %), Ouezzane (10 %), Fahs-Anjra (5 %), M’diq-Fnideq (2 %) et Tanger-Assilah (0,21 %). Elle englobe une diversité d’écosystèmes naturels. Dans ce contexte régional méditerranéen, la Réserve de biosphère intercontinentale de la Méditerranée (RBIM) constitue un modèle unique de gestion des espaces transfrontaliers. Elle s’étend entre le sud de l’Espagne (Andalousie) et le nord du Maroc (péninsule de Tanger), au niveau du détroit de Gibraltar, formant un arc écologique et stratégique reliant les continents africain et européen. Cette réserve couvre plus de 413 000 hectares terrestres et environ 17 000 hectares marins, ce qui en fait l’une des expériences les plus avancées en matière de conservation de la biodiversité et de coopération transfrontalière. Elle est considérée comme un modèle de gouvernance environnementale partagée, intégrant non seulement la protection des écosystèmes, mais aussi les interactions entre l’homme et son environnement dans un espace de flux biologiques et culturels. Dans cette zone, les oiseaux migrateurs traversent entre l’Afrique et l’Europe, les espèces marines circulent à travers les

courants océaniques, et les cultures humaines se rencontrent, faisant de cet espace un lieu où les frontières géographiques s’estompent au profit d’une continuité écologique et culturelle profonde. Les données scientifiques indiquent le passage de plus de 1000 oiseaux par heure durant les périodes de migration, ainsi que la présence d’espèces marines à forte valeur écologique comme les dauphins et le phoque moine. Cette zone constitue également un point de convergence de trois grands systèmes marins (Atlantique, macaronésien et méditerranéen), expliquant une biodiversité dépassant 1900 espèces marines. Ce territoire accueille également plus d’un demi-million d’habitats répartis entre le sud de l’Espagne et le nord du Maroc, illustrant l’interdépendance entre dimensions écologiques et socio-économiques, où le développement local dépend directement de la santé des écosystèmes marins et côtiers. Par ailleurs, cet espace ne peut être dissocié de son héritage culturel et historique, marqué par les interactions civilisationnelles ayant façonné une culture andalouse commune, visible dans les modes de vie, l’agriculture en terrasses, les systèmes d’irrigation traditionnels et les moulins hydrauliques, illustrant le lien profond entre l’homme et l’environnement en Méditerranée.

Vers un modèle intégré de protection de la biodiversité marine

Le Dr Mohsen Mansour, président de l’association « Solutions Nature » en France, souligne que la protection de la biodiversité marine en Méditerranée ne peut plus reposer sur des politiques isolant la nature dans des frontières artificielles. Il est désormais nécessaire d’engager une transition vers une réconciliation durable entre l’homme et son environnement, en transformant la notion de réserve de biosphère en laboratoire vivant plutôt qu’en sanctuaire isolé.

Selon lui, la biosphère marine n’est pas un espace séparé du monde, mais une plateforme de développement durable dépassant les politiques traditionnelles de conservation fondées sur l’exclusion des activités humaines. Il plaide pour un modèle intégré conciliant protection des écosystèmes sensibles et développement d’activités économiques durables, avec une implication centrale des communautés locales dans la gouvernance.

Il souligne également que le classement d’un territoire côtier en réserve de biosphère doit répondre à trois fonctions complémentaires : la conservation de la biodiversité, le développement économique local et le soutien à la recherche scientifique et à l’éducation.

Dans cette perspective, il insiste sur l’importance de la science participative, combinant les savoirs traditionnels des pêcheurs artisanaux et les données scientifiques pour le suivi des espèces invasives et des stocks halieutiques. Il appelle au développement d’une économie bleue inclusive valorisant les services écosystémiques sans les surexploiter, rappelant que la résilience de la Méditerranée dépend de notre capacité à transformer chaque citoyen et usager de la mer en véritable gardien de sa biodiversité.

Vers une diplomatie environnementale méditerranéenne

Face à ces transformations rapides, la Méditerranée apparaît comme un espace géographique et un héritage civilisationnel commun, mais aussi comme un laboratoire vivant où se joue la capacité des États et des sociétés à se repositionner dans une équation complexe entre environnement, développement et souveraineté.

Les défis auxquels est confrontée la biosphère marine méditerranéenne, dégradation des habitats, surexploitation des ressources et aggravation du changement climatique, montrent que l’avenir de cette mer exige une vision globale et transfrontalière, au-delà des politiques sectorielles fragmentées. Dans ce cadre, il devient urgent de consolider un nouveau modèle de gouvernance méditerranéenne fondé sur l’intégration des connaissances scientifiques, notamment celles issues d’initiatives comme MedKeyHabitats, et sur des mécanismes de gouvernance environnementale intégrée. Les habitats marins, tels que les herbiers de *Posidonia oceanica*, doivent être reconnus comme des capitaux naturels stratégiques au même titre que les ressources économiques traditionnelles. Le défi consiste non seulement à préserver la biodiversité, mais aussi à reconstruire une relation équilibrée entre l’homme et la mer, fondée sur la sécurité environnementale et alimentaire durable. Les pays de la rive sud, en particulier le Maroc et la Tunisie, sont appelés à jouer un rôle central dans la construction d’une diplomatie environnementale méditerranéenne capable de fédérer les efforts, de valoriser les ressources et de protéger ce patrimoine commun. Ainsi, malgré les défis, la Méditerranée demeure un horizon ouvert de possibles, dont la valeur ne réside pas uniquement dans son héritage historique, mais dans la capacité à façonner un avenir, à condition de gérer sa biosphère comme une richesse partagée et une responsabilité collective. L’environnement demeure, au fond, la seule « langue commune » capable d’unir les deux rives de la Méditerranée, au-delà des tensions politiques, et de dessiner les contours d’un destin écologique commun et indivisible.